



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Action Départementale  
Bureau des installations classées

Arrêté préfectoral du 12 juillet 2017

autorisant la SCEA DU PETIT CLOS, située au  
lieu-dit « Le Petit Clos » à TINTÉNIAC, à  
restructurer un élevage de volailles et mettre à  
jour le plan d'épandage.

N° 43828

**LE PRÉFET de la RÉGION de BRETAGNE**  
**PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, ou directive IED ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015, relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur.

VU la lettre d'instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 26659 délivré le 11 septembre 1996, modifié les 27 octobre 2009 et 4 juin 2015 autorisant M. Louis PRESCHOUX à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « le Petit Clos » à TINTÉNIAC ;

VU le récépissé de déclaration de succession n° 42252 délivré le 23 février 2015 à la SCEA DU PETIT CLOS, en vue de succéder à M. Louis PRESCHOUX dans l'exploitation d'un élevage de volailles au lieu-dit « Le Petit Clos » à TINTÉNIAC ;

VU la demande présentée le 21 avril 2017 par la SCEA DU PETIT CLOS en vue d'être autorisée à restructurer un élevage de volailles et mettre à jour le plan d'épandage ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées du 9 mai 2017 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 4 juillet 2017 ;

CONSIDÉRANT que, le 11 juillet 2017, l'intéressé a informé la préfecture qu'il n'émettait pas d'observation à l'issue de la notification du projet d'arrêté en date du 8 juillet 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

CONSIDÉRANT :

- que les distances réglementaires d'implantation sont respectées ;
- que les effluents seront emportés vers une station de compostage ;
- que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, sont respectées ;
- que la rénovation d'un ancien bâtiment et la construction d'un nouveau permettront de respecter les Meilleures Techniques Disponibles (Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010) ;
- que l'augmentation du nombre emplacements d'animaux n'est pas supérieure à 30 000 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'ILLE-et-VILAINE ;

## ARRÊTE

**Article 1er** – Les articles 1 et 2 de l'arrêté n° 26659 du 11 septembre 1996, modifié les 27 octobre 2009 et 4 juin 2015 sont modifiés comme suit :

### TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### **Article 1er** : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La SCEA DU PETIT CLOS, dont le siège social est situé au lieu-dit « le Petit Clos » à TINTÉNIAC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage de volailles sur le même site.

#### **Article 2** : Nature des installations

##### Article 2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A,E,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2111-1		A	Volailles	Volailles de chair	Animaux Équivalents	40 000	110 000
3660-a		A	Volailles	Volailles de chair	Emplacement	40 000	110 000

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Type d'animal	Nombre
Volailles	110 000 AE

##### Article 2.2 – Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) autorisées sont situées sur la commune, les parcelles et le lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
TINTÉNIAC	Section ZL : n°s 101 et 123	« Le Petit Clos »

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au dossier présenté.

**Article 3 :** L'article 15 de l'arrêté n° 26659 du 11 septembre 1996, modifié les 27 octobre 2009 et 4 juin 2015 est modifié comme suit :

L'ensemble des fumiers, soit 597 tonnes de fumier, sera transféré vers une unité de compostage exploitée par la SARL LE PETIT CLOS « La Maison Neuve aux Anglots » à TINTÉNIAC.

#### LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

##### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

##### **Article 4 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de TINTÉNIAC.

Pour le Préfet,  
Le secrétaire général,

  
Denis OLAGNON